

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 459

[2008/200427]

19 DECEMBRE 2007. — Décret concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2004/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen.

Art. 2. Le présent décret vise à assurer un niveau minimal de sécurité pour les usagers de la route dans les tunnels du réseau routier par la prévention des événements critiques qui peuvent mettre en danger la vie humaine, l'environnement et les installations des tunnels, ainsi que la protection en cas d'accident.

Il s'applique à tous les tunnels du réseau routier transeuropéen d'une longueur supérieure à 500 mètres, qu'ils soient en exploitation, en construction ou en projet.

Art. 3. Aux fins du présent décret, on entend par :

- "réseau routier transeuropéen", le réseau routier défini à la section 2 de l'annexe 1^{re} de la Décision n° 1692/96/CE et illustré par des cartes géographiques et/ou décrit dans l'annexe 2 de ladite décision;

- "services d'intervention", tous les services locaux, qu'ils soient publics ou privés, ou fassent partie du personnel du tunnel, qui interviennent en cas d'accident, y compris les services de police, les pompiers et les équipes de secours;

- "longueur du tunnel", la longueur de la voie de circulation la plus longue, en prenant en considération la partie de celle-ci qui est totalement couverte.

Art. 4. Le Gouvernement veille à ce que les tunnels satisfassent aux normes techniques minimales de sécurité définies dans l'arrêté royal pris en exécution de l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 mai 2007 relative aux normes techniques minimales de sécurité applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen ainsi qu'aux autres exigences de sécurité définies par le Gouvernement.

Il peut imposer des prescriptions plus strictes, à condition de ne pas contrevenir aux exigences de l'arrêté royal précité.

Lorsque certaines exigences de sécurité minimales ne peuvent être satisfaites qu'à l'aide de solutions techniques qui soit ne peuvent pas être respectées, soit ne peuvent être respectées qu'à un coût disproportionné, le Gouvernement peut accepter la mise en œuvre de mesures de réduction de risques comme solution de substitution à l'application de ces exigences, à condition que ces solutions de substitution assurent une protection équivalente ou supérieure. L'efficacité de ces mesures est démontrée au moyen d'une analyse des risques conformément à l'article 11.

Art. 5. Le Gouvernement, exerçant le rôle d'autorité administrative, a la responsabilité de veiller à ce que tous les aspects de la sécurité d'un tunnel soient respectés et prend les dispositions nécessaires pour assurer la conformité avec le présent décret.

Les mesures relatives à l'autorisation de mise en service des tunnels sont prises par le Gouvernement.

Sans préjudice de dispositions supplémentaires en la matière au niveau national, le Gouvernement est habilité à suspendre ou à restreindre l'exploitation d'un tunnel si les exigences de sécurité ne sont pas réunies. Il spécifie les conditions dans lesquelles la circulation normale peut être rétablie.

Le Gouvernement veille à ce que les tâches suivantes soient assurées :

1° tester et contrôler régulièrement les tunnels et élaborer les exigences de sécurité en la matière;

2° mettre en place les schémas d'organisation opérationnels (y compris les plans d'intervention d'urgence) pour la formation et l'équipement des services d'intervention;

3° définir la procédure de fermeture immédiate d'un tunnel en cas d'urgence;

4° mettre en œuvre les mesures de réduction des risques nécessaires.

Art. 6. Pour chaque tunnel, qu'il soit en projet, en construction ou en exploitation, le Gouvernement désigne par arrêté comme gestionnaire du tunnel l'organisme public ou privé responsable de la gestion du tunnel au stade concerné. Le Gouvernement lui-même peut exercer cette fonction.

Tout incident ou accident significatif dans un tunnel fait l'objet d'un compte rendu des faits établi par le gestionnaire du tunnel. Ce compte rendu est transmis par courrier ordinaire à l'agent de sécurité visé à l'article 7, au Gouvernement et aux services d'intervention dans un délai maximal d'un mois.

Lorsqu'un rapport d'enquête analysant les circonstances de l'incident ou de l'accident visé à l'alinéa 2, ou les enseignements que l'on peut en tirer, est rédigé, le gestionnaire du tunnel transmet ce rapport par courrier ordinaire à l'agent de sécurité, au Gouvernement et aux services d'intervention au plus tard un mois après l'avoir lui-même reçu.

Art. 7. Pour chaque tunnel, le gestionnaire du tunnel désigne un agent de sécurité qui doit être préalablement accepté par le Gouvernement et qui coordonne toutes les mesures de prévention et de sauvegarde visant à assurer la sécurité des usagers et du personnel d'exploitation. L'agent de sécurité peut être un membre du personnel du tunnel ou des services d'intervention, est indépendant pour toutes les questions ayant trait à la sécurité dans les tunnels routiers et ne reçoit pas d'instructions d'un employeur sur ces questions.

Un agent de sécurité peut assumer ses tâches et fonctions dans plusieurs tunnels.

L'agent de sécurité assume les tâches/fonctions suivantes :

1° assurer la coordination avec les services d'intervention et participer à l'élaboration des schémas opérationnels;

2° participer à la planification, à l'exécution et à l'évaluation des interventions d'urgence;

3° participer à la définition des plans de sécurité ainsi qu'à la spécification de la structure, des équipements et de l'exploitation, tant en ce qui concerne les nouveaux tunnels que la transformation de tunnels existants;

4° vérifier que le personnel d'exploitation et les services d'intervention sont formés, et participer à l'organisation d'exercices ayant lieu à intervalles réguliers;

5° émettre un avis sur l'autorisation de mise en service de la structure, des équipements et de l'exploitation des tunnels;

6° vérifier que la structure et les équipements du tunnel sont entretenus et réparés;

7° participer à l'évaluation de tout incident ou accident significatif visé à l'article 6, alinéas 2 et 3.

Art. 8. Le Gouvernement veille à ce que les contrôles, les évaluations et les tests soient effectués par des entités de contrôle.

Toute entité procédant aux contrôles, évaluations et tests doit avoir un niveau élevé de compétence et de qualité de procédure et jouir d'une indépendance fonctionnelle vis-à-vis du gestionnaire du tunnel.

Art. 9. Le Gouvernement évalue la conformité des tunnels qui sont déjà ouverts à la circulation publique aux exigences du présent décret, avec une référence particulière au dossier de sécurité prévu par le Gouvernement et sur la base d'un contrôle.

Si nécessaire, le gestionnaire du tunnel propose au Gouvernement un plan d'adaptation du tunnel aux dispositions du présent décret ainsi que les mesures correctrices qu'il compte mettre en œuvre.

Le Gouvernement approuve les mesures correctrices ou demande que des modifications y soient apportées.

Par la suite, si les mesures correctrices comportent des modifications substantielles de la construction ou de l'exploitation, la procédure prévue par le Gouvernement est mise en œuvre, une fois que ces mesures ont été réalisées.

Art. 10. Le Gouvernement vérifie que des contrôles réguliers sont effectués par l'entité de contrôle pour s'assurer que tous les tunnels entrant dans le champ d'application du présent décret en respectent les dispositions.

L'intervalle entre deux contrôles consécutifs d'un tunnel donné n'excède pas six ans.

Lorsque, à la lumière du rapport de l'entité de contrôle, le Gouvernement constate qu'un tunnel n'est pas conforme aux dispositions du présent décret, il informe, par lettre recommandée, le gestionnaire du tunnel et l'agent de sécurité que des mesures visant à renforcer la sécurité du tunnel doivent être prises.

Le Gouvernement définit les conditions de la poursuite de l'exploitation du tunnel ou de sa réouverture qui s'appliqueront jusqu'à ce que les mesures correctrices soient mises en œuvre, ainsi que toutes les autres restrictions ou conditions pertinentes.

Si les mesures correctrices comportent une modification substantielle de la construction ou de l'exploitation, une fois que ces mesures ont été réalisées, le tunnel fait l'objet d'une nouvelle autorisation d'exploitation conformément à la procédure prévue par le Gouvernement.

Art. 11. Une analyse des risques est effectuée, lorsque cela est nécessaire, par un organisme jouissant d'une indépendance fonctionnelle vis-à-vis du gestionnaire du tunnel. Le contenu et les résultats de l'analyse des risques sont joints au dossier de sécurité présenté au Gouvernement. Il s'agit d'une analyse des risques pour un tunnel donné, prenant en considération l'ensemble des facteurs de conception et des conditions de circulation qui ont une influence sur la sécurité, notamment les caractéristiques et le type de trafic, la longueur et la géométrie du tunnel, ainsi que le nombre de poids lourds prévu par jour.

Art. 12. Afin de permettre l'installation et l'utilisation d'équipements de sécurité innovants ou l'application de procédures de sécurité innovantes, offrant un niveau de protection équivalent ou supérieur aux technologies actuelles prescrites en vertu du présent décret, le Gouvernement peut accorder une dérogation aux exigences prescrites en vertu du présent décret, sur la base d'une demande présentée par le gestionnaire du tunnel.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 676 (2007-2008), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 décembre 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 459

[2008/200427]

19. DEZEMBER 2007 — Dekret über Mindestanforderungen an die Sicherheit von Tunneln im transeuropäischen Straßennetz (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2004/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über Mindestanforderungen an die Sicherheit von Tunneln im transeuropäischen Straßennetz teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Ziel dieses Dekrets ist die Sicherstellung eines Mindestsicherheitsniveaus für Straßennutzer in Tunneln des Straßennetzes durch die Verhütung kritischer Ereignisse, die eine Gefahr für Menschenleben, Umwelt und Tunnelbetriebsanlagen darstellen, sowie durch den Schutz im Falle von Unfällen.

Es gilt für alle Tunnel des transeuropäischen Straßennetzes mit einer Länge von mehr als 500 m, unabhängig davon, ob sie sich im Betrieb, im Bau oder in der Planungsphase befinden.

Art. 3 - Für die Zwecke des vorliegenden Dekrets bezeichnet der Ausdruck:

- "transeuropäisches Straßennetz": das in Abschnitt 2 der Anlage 1 der Entscheidung Nr. 1692/96/EG ausgewiesene und auf Karten dargestellte und/oder in der Anlage 2 jener Entscheidung beschriebene Straßennetz;

- "Einsatzdienste": alle örtlichen - öffentlichen wie privaten - Dienste oder Tunnelbedienstete, die bei einem Unfall Hilfe leisten, einschließlich Polizei, Feuerwehr und Rettungsdienste;

- "Tunnellänge": die Länge des längsten Fahrstreifens, gemessen im Bereich des völlig geschlossenen Tunnelabschnitts.

Art. 4 - Die Regierung stellt sicher, dass die Tunnel die in dem in Ausführung des Artikels 3, Absatz 1 des Gesetzes vom 9. Mai 2007 über die auf die Tunnel des transeuropäischen Straßennetzes anwendbaren technischen Mindestsicherheitsnormen gefassten Königlichen Erlass festgelegten technischen Mindestsicherheitsnormen, sowie die anderen, von der Regierung bestimmten Sicherheitsanforderungen erfüllen.

Sie kann strengere Vorschriften auferlegen, unter der Bedingung, nicht gegen die Anforderungen des vorerwähnten Königlichen Erlasses zu verstoßen.

Wenn bestimmte sicherheitsbezogene Mindestanforderungen nur durch technische Lösungen erfüllt werden können, die nicht oder nur zu unverhältnismäßig hohen Kosten verwirklicht werden können, kann die Regierung die Durchführung risikomindernder Maßnahmen als Alternative zu diesen Anforderungen akzeptieren, sofern diese Alternativmaßnahmen zu einem gleichwertigen oder höheren Schutzniveau führen. Die Wirksamkeit dieser Maßnahmen wird anhand einer Risikoanalyse gemäß Artikel 11 nachgewiesen.

Art. 5 - Die Regierung, die die Rolle einer Verwaltungsbehörde ausübt, hat dafür zu sorgen, dass sämtliche, die Sicherheit eines Tunnels betreffenden Anforderungen eingehalten werden und erlässt die erforderlichen Bestimmungen, um die Einhaltung des vorliegenden Dekrets sicherzustellen.

Die Maßnahmen bezüglich der Inbetriebnahme der Tunnel werden von der Regierung getroffen.

Unbeschadet weiterer einschlägiger einzelstaatlicher Bestimmungen auf nationaler Ebene ist die Regierung befugt, den Tunnelbetrieb auszusetzen oder einzuschränken, wenn die Sicherheitsanforderungen nicht erfüllt sind. Sie legt dabei die Bedingungen fest, unter denen der normale Verkehrsbetrieb wieder aufgenommen werden kann.

Die Regierung stellt sicher, dass folgende Aufgaben erfüllt werden:

- 1° regelmäßige Tests und Inspektionen der Tunnel sowie die Erstellung diesbezüglicher Sicherheitsanforderungen;
- 2° Einführung organisatorischer und betrieblicher Abläufe für die Ausbildung und Ausrüstung der Einsatzdienste (einschließlich der Pläne für den Einsatz im Ereignisfall);
- 3° Festlegung des Verfahrens zur sofortigen Sperrung eines Tunnels im Ereignisfall;
- 4° Durchführung der erforderlichen risikomindernden Maßnahmen.

Art. 6 - Für jeden in der Planung, im Bau oder im Betrieb befindlichen Tunnel bezeichnet die Regierung durch Erlass als Tunnelmanager eine öffentliche oder private Stelle, die für das Tunnelmanagement in der jeweiligen Phase verantwortlich ist. Diese Aufgaben können von der Regierung selbst wahrgenommen werden.

Der Tunnelmanager erstellt über alle erheblichen Störungen und Unfälle, die sich im Tunnel ereignen, einen Bericht. Der Bericht wird dem in Artikel 7 vorgesehenen Sicherheitsbeauftragten, der Regierung und den Einsatzdiensten innerhalb von höchstens einem Monat per einfache Post zugeleitet.

Wird ein Untersuchungsbericht angefertigt, in dem die Umstände der in Absatz 2 genannten Störung bzw. des dort genannten Unfalls analysiert oder die sich daraus ergebenden Schlussfolgerungen dargelegt werden, so leitet der Tunnelmanager diesen Bericht spätestens einen Monat, nachdem er ihn selbst erhalten hat, per einfache Post an den Sicherheitsbeauftragten, die Regierung und die Einsatzdienste weiter.

Art. 7 - Der Tunnelmanager ernannt für jeden Tunnel einen Sicherheitsbeauftragten, der zuvor von der Regierung anerkannt sein muss und der sämtliche Präventiv- und Sicherungsmaßnahmen koordiniert, um die Sicherheit der Nutzer und des Betriebspersonals sicherzustellen. Der Sicherheitsbeauftragte kann ein Angehöriger des Tunnelpersonals oder der Einsatzdienste sein; er ist in allen, die Sicherheit von Straßentunneln betreffenden Fragen unabhängig und diesbezüglich an keine Weisungen des Arbeitgebers gebunden.

Ein Sicherheitsbeauftragter kann seine Aufgaben und Funktionen in mehreren Tunneln wahrnehmen.

Der Sicherheitsbeauftragte nimmt die folgenden Aufgaben und Funktionen wahr:

- 1° er stellt die Koordinierung mit den Einsatzdiensten sicher und wirkt an der Ausarbeitung von Betriebsabläufen mit;
- 2° er wirkt an der Planung, Durchführung und Bewertung von Einsätzen im Ereignisfall mit;
- 3° er wirkt an der Ausgestaltung von Sicherheitsprogrammen und an der Festlegung von Spezifikationen für bauliche Einrichtungen, Ausstattung und Betrieb sowohl bei neuen Tunneln als auch in Bezug auf den Umbau bestehender Tunnel mit;
- 4° er vergewissert sich, dass das Betriebspersonal und die Einsatzdienste geschult werden und er wirkt an der Organisation von Übungen mit, die regelmäßig abgehalten werden;
- 5° er erteilt fachlichen Rat hinsichtlich der Abnahme baulicher Einrichtungen, der Ausstattung und des Betriebs von Tunneln;
- 6° er vergewissert sich, dass die baulichen Einrichtungen und die Ausstattung von Tunneln instand gehalten und repariert werden;
- 7° er wirkt an der Auswertung erheblicher Störungen oder Unfälle gemäß Artikel 6, Absätze 2 und 3 mit.

Art. 8 - Die Regierung stellt sicher, dass die Untersuchungsstellen Inspektionen, Bewertungen und Prüfungen durchführen.

Eine Untersuchungsstelle, die Inspektionen, Bewertungen und Prüfungen durchführt, muss über ein hohes Maß an Sachkunde und über qualitativ hochwertige Verfahren verfügen und vom Tunnelmanager funktional unabhängig sein.

Art. 9 - Die Regierung bewertet Tunnel, die bereits für den allgemeinen Verkehr freigegeben sind, hinsichtlich ihrer Konformität mit den Anforderungen des vorliegenden Dekrets unter besonderer Berücksichtigung der von der Regierung vorgesehenen Sicherheitsdokumentation und anhand einer Inspektion.

Der Tunnelmanager unterbreitet der Regierung erforderlichenfalls einen Vorschlag mit einem Plan zur Anpassung des Tunnels an die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und mit einer Beschreibung der von ihm beabsichtigten Maßnahmen zur Mängelbeseitigung.

Die Regierung genehmigt die Maßnahmen zur Mängelbeseitigung oder verlangt deren Änderung.

Umfassen die Maßnahmen zur Mängelbeseitigung wesentliche bauliche oder betriebliche Änderungen, wird, sobald diese Maßnahmen ergriffen wurden, ein von der Regierung vorgesehenes Verfahren durchgeführt.

Art. 10 - Die Regierung vergewissert sich, dass von der Untersuchungsstelle regelmäßige Inspektionen durchgeführt werden, um sicherzustellen, dass alle unter das vorliegende Dekret fallenden Tunnel mit dessen Bestimmungen in Einklang stehen.

Zwischen zwei aufeinanderfolgenden Inspektionen eines Tunnels dürfen nicht mehr als sechs Jahre liegen.

Stellt die Regierung aufgrund des Berichts der Untersuchungsstelle fest, dass ein Tunnel nicht den Vorgaben des vorliegenden Dekrets entspricht, so teilt sie dem Tunnelmanager und dem Sicherheitsbeauftragten per Einschreiben mit, dass Maßnahmen zur Erhöhung der Sicherheit des Tunnels ergriffen werden müssen.

Die Regierung legt die Auflagen für den weiteren Tunnelbetrieb oder für die Wiederinbetriebnahme des Tunnels, die bis zum Abschluss der Maßnahmen zur Mängelbeseitigung gelten, sowie weitere zweckdienliche Beschränkungen oder Bedingungen fest.

Umfassen die Maßnahmen zur Mängelbeseitigung wesentliche bauliche oder betriebliche Änderungen, wird, sobald diese Maßnahmen durchgeführt wurden, der Tunnel einem erneuten, von der Regierung vorgesehenen Verfahren für die Genehmigung zur Inbetriebnahme unterzogen.

Art. 11 - Gegebenenfalls erforderliche Risikoanalysen werden von einer Stelle durchgeführt, die funktional vom Tunnelmanager unabhängig ist. Der Inhalt und die Ergebnisse der Risikoanalyse sind in die Sicherheitsdokumentation aufzunehmen, die der Regierung vorgelegt wird. In einer Risikoanalyse werden die Risiken für einen bestimmten Tunnel unter Berücksichtigung aller sicherheitsrelevanten planerischen und verkehrlichen Faktoren untersucht, insbesondere Verkehrsmerkmale, Tunnellänge, Verkehrsart und Tunnelgeometrie sowie das prognostizierte tägliche Aufkommen an Schwerverkehr.

Art. 12 - Die Regierung kann auf einen ordnungsgemäß dokumentierten Antrag des Tunnelmanagers hin Ausnahmen von den aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgeschriebenen Anforderungen gewähren, um den Einbau und die Verwendung innovativer Sicherheitseinrichtungen oder die Verwendung innovativer Sicherheitsverfahren zu ermöglichen, die im Vergleich zum heutigen Stand der Technik, der den Vorgaben des vorliegenden Dekrets zugrunde liegt, einen gleichwertigen oder höheren Schutz bieten.

Art. 13 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Sitzung 2007-2008

Dokumente des Wallonischen Parlaments 676 (2007-2008). Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Dezember 2007.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 459

[2008/200427]

19 DECEMBER 2007. — Decreet houdende minimumveiligheidseisen voor tunnels in het trans-Europese wegennet

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 2004/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 inzake minimumveiligheidseisen voor tunnels in het trans-Europese wegennet gedeeltelijk omgezet :

Art. 2. Dit decreet beoogt een minimum veiligheidsniveau te verzekeren voor weggebruikers in tunnels van het trans-Europese wegennet door de preventie van kritische gebeurtenissen die mensenlevens, milieu en tunnelinstallaties in gevaar kunnen brengen, en door bescherming te bieden bij ongevallen.

Het is van toepassing op alle tunnels in het trans-Europese wegennet van meer dan 500 meter lang, ongeacht of deze in gebruik, in aanbouw, dan wel in de ontwerpfase zijn.

Art. 3. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- "Trans-Europees wegennet": het wegennet als omschreven in afdeling 2 van bijlage I bij Beschikking nr. 1692/96/EG en geïllustreerd met kaarten en/of beschreven in bijlage 2 bij die beschikking.

- "hulpdiensten": alle lokale openbare en particuliere of tot het tunnelpersoneel behorende diensten, die optreden bij ongelukken, met inbegrip van politie, brandweer en reddingsteams

- "tunnellengte": de lengte van de langste rijstrook berekend in het volledig gesloten gedeelte.

Art. 4. De Regering zorgt ervoor dat tunnels voldoen aan de technische minimumveiligheidseisen bepaald bij het koninklijk besluit genomen overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van de wet van 9 mei 2007 betreffende de minimumveiligheidseisen voor tunnels in het trans-Europese wegennet, alsmede aan de overige veiligheidseisen die door haar bepaald worden.

Zij kan strengere eisen stellen op voorwaarde dat die niet strijdig zijn met de eisen bedoeld in voornoemd koninklijk besluit.

Indien aan bepaalde minimumveiligheidseisen alleen kan worden voldaan met behulp van technische oplossingen die hetzij niet haalbaar zijn, hetzij alleen tegen onevenredig hoge kosten uitvoerbaar zijn, kan de Regering als alternatief voor die eisen de toepassing van risicobeperkende maatregelen accepteren, op voorwaarde dat de alternatieve maatregelen leiden tot een gelijkwaardige of betere bescherming. De efficiëntie van die maatregelen wordt aangetoond met een risicoanalyse overeenkomstig artikel 11.

Art. 5. Als bestuursorgaan heeft de Regering de verantwoordelijkheid erover te waken dat alle veiligheidsaspecten van een tunnel gerespecteerd worden en neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de conformiteit met dit decreet te garanderen.

De Regering geeft toestemming om tunnels in gebruik te nemen.

Onverminderd nadere federale regelgeving op dit gebied is de Regering bevoegd om het gebruik van een tunnel te onderbreken of te beperken als niet voldaan wordt aan de veiligheidseisen. Het geeft daarbij aan onder welke voorwaarden het normale verkeer weer doorgang kan vinden.

De Regering zorgt ervoor dat de volgende taken worden uitgevoerd :

1° het op gezette tijden testen en inspecteren van tunnels en daarmee verband houdende veiligheidseisen opstellen;

2° het opstellen van organisatorische plannen en uitvoeringsplannen (met inbegrip van calamiteitenplannen) voor de training en uitrusting van hulpdiensten;

3° het vaststellen van de procedure voor onmiddellijke sluiting van tunnels in noodgevallen;

4° het implementeren van de noodzakelijke risicobeperkende maatregelen.

Art. 6. Voor elke tunnel, ongeacht of die in de ontwerp-, in de bouw- of in de operationele fase verkeert, wijst de Regering het openbare of particuliere lichaam aan dat als tunnelbeheerder verantwoordelijk is voor het beheer van de tunnel in de betreffende fase. De Regering kan deze functie zelf uitoefenen.

Over elk significant incident of ongeluk in een tunnel stelt de tunnelbeheerder een toelichtend verslag op. Het verslag wordt binnen hoogstens één maand bij gewone post aan de in artikel 7 bedoelde veiligheidsbeambte, de Regering en de hulpdiensten gezonden.

Indien er een onderzoeksverslag wordt opgesteld met een analyse van de omstandigheden van het incident of ongeluk, vermeld in het tweede lid, of de conclusies die daaruit kunnen worden getrokken, zendt de tunnelbeheerder dit verslag binnen één maand na ontvangst naar de veiligheidsbeambte, de Regering en de hulpdiensten.

Art. 7. Voor elke tunnel benoemt de tunnelbeheerder een veiligheidsbeambte, die eerst moet worden aanvaard door de Regering. Die veiligheidsbeambte coördineert alle preventieve en veiligheidsmaatregelen om de veiligheid van de tunnelgebruikers en het tunnelpersoneel te garanderen. De veiligheidsbeambte kan tot het tunnelpersoneel of tot de hulpdiensten behoren. Ten aanzien van veiligheidskwesaties in verkeerstunnels is hij onafhankelijk en neemt hij geen instructies aan van een werkgever.

Een veiligheidsbeambte kan zijn taken en functies in verschillende tunnels uitoefenen.

De veiligheidsbeambte heeft de volgende taken/functies :

1° zorgen voor coördinatie met hulpdiensten en meewerken aan de opstelling van de uitvoeringsplannen;

2° meewerken aan de planning, uitvoering en evaluatie van acties in noodsituaties;

3° meewerken aan het opstellen van veiligheidsplannen en het specificeren van de constructie, de voorzieningen en de exploitatie van nieuwe tunnels en wijzigingen aan bestaande tunnels;

4° nagaan of het bedieningspersoneel en de hulpdiensten getraind zijn en meewerken aan de organisatie van oefeningen die met regelmatige tussenpozen worden gehouden;

5° advies verlenen over de ingebruikstelling van de constructie, de voorzieningen en de exploitatie van tunnels;

6° nagaan of de tunnelconstructie en -voorzieningen worden onderhouden en gerepareerd;

7° meewerken aan de evaluatie van alle significante incidenten en ongelukken, als vermeld in artikel 6, tweede en derde lid.

Art. 8. De Regering ziet erop toe dat inspecties, evaluaties en tests worden uitgevoerd door inspectie-instanties.

Elke instantie die inspecties, evaluaties en tests uitvoert, moet procesmatig en qua deskundigheid van hoge kwaliteit zijn en in functioneel opzicht onafhankelijk van de tunnelbeheerder.

Art. 9. De Regering gaat na of de in gebruik genomen tunnels voldoen aan de minimumveiligheidseisen, mede aan de hand van de door de Regering te bepalen veiligheidsdocumentatie en een inspectie.

Indien nodig legt de tunnelbeheerder aan de Regering een plan voor om de tunnel aan de bepalingen van dit decreet aan te passen, samen met de corrigerende maatregelen die zij wil gaan treffen.

De Regering keurt de corrigerende maatregelen goed of geeft aan dat ze moeten worden gewijzigd.

Indien de corrigerende maatregelen een wezenlijke wijziging in de constructie of de exploitatie inhouden, wordt, zodra die maatregelen zijn genomen, de door de Regering te bepalen procedure toegepast.

Art. 10. De Regering vergewist zich ervan dat de inspectie-instantie regelmatig inspecties uitvoert om ervoor te zorgen dat alle tunnels die onder dit decreet vallen, aan de bepalingen ervan voldoen.

De termijn tussen twee achtereenvolgende inspecties van een tunnel bedraagt ten hoogste zes jaar.

Indien de Regering op basis van de rapportage door de inspectie-instantie concludeert dat een tunnel niet voldoet aan de bepalingen van dit decreet, laat ze de tunnelbeheerder en de veiligheidsbeambte bij aangetekend schrijven weten dat er maatregelen ter verbetering van de veiligheid van de tunnel moeten worden genomen.

De Regering bepaalt de voorwaarden die zullen gelden tot de voltooiing van de corrigerende maatregelen, wat het voortgezette gebruik of de heropening van de tunnel betreft, en stelt eventueel andere relevante beperkingen of voorwaarden vast.

Indien de corrigerende maatregelen een wezenlijke wijziging in de bouw of de exploitatie inhouden, wordt, zodra die maatregelen zijn genomen, opnieuw goedkeuring gegeven om de tunnel in gebruik te nemen volgens de door de Regering te bepalen procedure.

Art. 11. Indien nodig worden risicoanalyses uitgevoerd door een orgaan dat in functioneel opzicht onafhankelijk is van de tunnelbeheerder. De inhoud en het resultaat van de risicoanalyse worden opgenomen in de veiligheidsdocumentatie die aan de Regering wordt voorgelegd.

Bij die analyse van de risico's van een gegeven tunnel, wordt rekening gehouden met alle ontwerpaspecten en verkeersomstandigheden die van invloed zijn op de veiligheid, meer bepaald met de verkeerskenmerken, de tunnellengete, het verkeerstype en de tunnelgeometrie, alsmede met het voorspelde aantal vrachtwagens per dag.

Art. 12. Om de installatie en het gebruik van innovatieve veiligheidsvoorzieningen of de toepassing van innovatieve veiligheidsprocedures mogelijk te maken die een gelijkwaardig of hoger beschermingsniveau bieden dan de in dit decreet bepaalde eisen, kan de Regering een afwijking van de in dit decreet bedoelde eisen toestaan op basis van een naar behoren gedocumenteerd verzoek van de tunnelbeheerder.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 676 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 december 2007

Bespreking - Stemmingen.